

## ÉCRIVAIN-ÉDITEUR

## ces Européens d'Algérie»

Je pense que la reconnaissance de l'Etat algérien envers eux n'est pas à mettre en doute. Cette population a été marginalisée comme l'a été aussi une frange d'Algériens composée de communistes et de libéraux qui ne partageaient pas les orientations idéologiques prises par Boumediène à partir de juin 1965. Il y a eu déjà, avant 1965, l'interdiction du PCA, les communistes étaient traqués, rendus à la clandestinité, souvent arrêtés, parfois torturés.

**«Le 1<sup>er</sup> Novembre 54 est venu chambouler le conformisme ambiant en remettant en cause l'ancien système de représentation politique dans le monde du travail.**

Comme en 1965, la répression s'est accentuée, beaucoup de ces communistes ont été expulsés ou emprisonnés. Les lois sur les nationalisations ont poussé les libéraux à prendre le chemin de l'exil. Cependant, à entendre les discours de la France revancharde glanés depuis l'indépendance de notre pays, on a l'impression qu'il y a eu une «épuration ethnique» dans l'Algérie indépendante.

Or, tous les historiens algériens et français s'accordent et montrent que l'Etat algérien restauré a tout fait pour maintenir ce qu'on a appelé depuis «les pieds-noirs» chez nous. C'est le GPRA qui a réglé le problème de l'OAS et non l'Etat français en juin 1962 en amenant la direction de ces ultras à accepter les accords d'Evian pour l'arrêt des combats et de cesser sa politique de la «terre brûlée». Le président BenKhedda a fait appel à ces communautés de demeurer en Algérie et le D<sup>r</sup> Mostfaï Mustapha (le représentant du FLN dans l'Exécutif provisoire) a fait lui aussi un appel radiophonique en juin 1962 dans le même sens. Les travaux des historiens français et les recensements montrent qu'en 1963 le nombre des pieds-noirs dépassait les 300 000 personnes. Pour manifester ses bonnes intentions envers cette communauté, les autorités algériennes ont fait plus que ce que stipulaient les termes des accords d'Evian et

**«L'abbé Berrenquer était outré qu'un bachagha Boualem, ennemi de la Révolution, soit plus digne d'avoir la nationalité algérienne parce que musulman que lui chrétien, qui a tant donné à cette terre.**

accordé seize postes de députés aux Européens dans l'Assemblée constituante.

La vice-présidence de cette Assemblée était accordée à un membre (le député Roth de Skikda) issu de cette communauté.

Imaginez, après la démission du président Ferhat Abbas, et dans le cas d'une disparition du président de la République, la personne qui aurait été désignée à la Présidence serait à ce moment-là un président «pied-noir».

La crise politique qu'a connue l'Algérie durant l'été 1962, l'insécurité ambiante ainsi que les problèmes de sous-développement, l'absence des perspectives démocratiques, la perte des privilèges des situations acquises dans le régime colonial n'ont pas milité pour l'attrait de ces populations.

**Qu'est-ce qui passe le mieux, dire Européens d'Algérie, Algériens d'origine européenne ou pieds-noirs ?**

Concernant ce groupe humain qui a choisi la libération de l'Algérie, je choisirai l'appellation «Algériens d'origine européenne».

Le premier terme renvoie plus à la population européenne dans son ensemble, tandis que le troisième, «pieds-noirs», renvoie à une désignation dont l'origine est obscure, qui n'apparaît en France qu'en 1962.

**La première Constitution post-indépendance a privilégié le lien du sang plutôt que le lien de la terre dans l'octroi de la nationalité algérienne. Par ailleurs, il était demandé aux Algériens d'origine européenne de postuler à la nationalité par écrit. Il est vrai aussi qu'il y a des cas où cela allait de soi...**

Effectivement, cette Constitution préchait par communautarisme religieux et où l'appartenance raciale est dominante.

Ce qui a fait réagir les Algériens non musulmans, pour qui cela constituait une régression par rapport aux idéaux de novembre 1954. Une pétition a été rédigée à l'initiative d'un groupe de citoyens, signée par les anciens compagnons de la Révolution et envoyée au bureau de l'Assemblée pour dénoncer cette loi.

En séance plénière, l'abbé Berrenquer (ancien représentant du Croissant-Rouge algérien et ambassadeur de la Révolution en Amérique du Sud) a interpellé ses collègues députés sur ces faits. Il était outré qu'une personne à l'image d'un bachagha Boualem, ennemi de la Révolution, soit plus digne d'avoir la nationalité algérienne parce que musulman, que lui chrétien qui a tant donné à cette terre. Ils n'ont pas obtenu gain de cause.

Certains de ces Algériens ont renoncé à faire la demande de naturalisation, car ils se voyaient lésés et en faire la demande était pour eux humiliant.

C'est le cas d'Alice Cherki. Elle a quitté l'Algérie après cette date. Ce n'est que durant les années 2000 qu'elle a obtenu, par décret présidentiel, la nationalité algérienne sans l'avoir demandée.

Les Chaulet et certains autres ont obtenu la nationalité par l'intermédiaire du ministre de la Justice qui était à l'époque Bentoumi sans en avoir fait la demande.

Il faut signaler aussi les cas des personnes engagées aux côtés de la Révolution qui non pas obtenu leur nationalité algérienne malgré leur demande de naturalisation.

**Cela nous renvoie à l'affaire de la rue Fernand Iveton, à Oran, débaptisée puis réhabilitée. A quoi pourrait-on imputer cette décision ? S'agit-il plus d'un cas d'ignorance ou de zèle de fonctionnaires malintentionnés ?**

Je pense que cela est dû à une méconnaissance de l'Histoire.

Deux autres rues de la même ville d'Oran portent des noms d'Algériens d'origine européenne. Il s'agit de Thevenet et de Berrenquer, deux natifs de la région.

**132 ans de présence coloniale mettent en exergue un cloisonnement hermétique aux allures d'apartheid avant l'heure (inventé par ailleurs par un Français en Afrique du Sud) entre les deux communautés algérienne et européenne. Peu de films et d'écrits littéraires sur le vécu des Algériens dans cette longue nuit coloniale, voire les rapports entre elles...**

C'est une importante question. 132 ans de cohabitation forcée et imposée par la violence ont laissé des traces indélébiles sur les hommes et le paysage algérien.

Les études algériennes sur l'histoire des douleurs de la guerre de Libération et leurs traumatismes ont un peu laissé pour compte l'intérêt accordé au reste des études sur les faits sociaux, anthropologiques, culturels qu'a vécus la société algérienne durant la période coloniale. Il y a eu une sorte de focalisation intellectuelle autour de l'histoire politique. Les données manquent sur cette période. La résolution de la question des «archives» détenus par la France peut aider au développement de ces études. Je crois qu'il est temps que les universitaires algériens revisitent leurs passés au pluriel qui vont de la préhistoire à l'Histoire moderne et dépasser les partis pris idéologiques hérités, qui ont fait qu'on n'écrit que l'Histoire des dominants. Cependant, est-ce à dire qu'il n'y a jamais eu de lieux de contact entre les deux sociétés ? Ce n'est pas vrai. Ces lieux existaient au moins à une échelle individuelle qui n'excluait pas des formes de complicité et de solidarité. L'élite musulmane, ce qu'on

**«L'affaire Fernand Iveton est due à une méconnaissance de l'Histoire. Deux autres rues de la même ville d'Oran portent des noms d'Algériens d'origine européenne : Thevenet et Berrenquer, deux natifs de la région.**

appelait «les évolués», avait des rapports étroits avec le colonisateur. L'abolition du Code de l'indigénat, les différentes réformes du système colonial, après la Seconde Guerre mondiale, ont contribué à multiplier ces contacts comme dans le parti de Ferhat Abbas ou au PCA, dans le monde syndical, dans des associations comme l'AJJAS (Association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale), les années 50. L'école était aussi un lieu privilégié dans ce processus d'échange inégal. L'armée l'était dans une moindre mesure. Je crois que la vision dichotomique de deux sociétés parallèles est à dépasser. Il y a eu des échanges, des emprunts, de la diffusion au sens anthropologique. Comment étaient ces échanges, leur nature et leur intensité sont des questions auxquelles seule l'Histoire sociale peut répondre. Annie Rey-Goldzeiger et Fanny Colonna étaient pionnières dans ce domaine.

**En conséquence, nonobstant l'exode massif des colons en 1962, ceux qui sont restés sont soit décédés soit partis s'installer en France, particulièrement dans les années 90. Une réponse tardive aux tenants de la solution à la sud-africaine ?**

On a toujours tendance à comparer la situation coloniale française à celle de

**«Les études sur l'Histoire ont laissé pour compte l'intérêt aux faits sociaux, anthropologiques, culturels, vécus par la société algérienne durant la période coloniale.**

l'Afrique du Sud, vu leur type de colonisations qui sont des colonisations de peuplement. Or, l'Histoire de leur peuplement diffère. Les colons sud-africains ont pris leur indépendance par rapport à la tutelle colonisatrice qui était l'Angleterre au début du XX<sup>e</sup> siècle à l'instar des Américains suite à la guerre d'indépendance des Etats-Unis en 1792. L'abolition de l'apartheid et l'accession à l'égalité raciale qui a amené l'ANC au pouvoir ont été acceptées par les Blancs qui sont demeurés surplace, car ils n'avaient pas de patrie de rechange. Tandis que les Français d'Algérie n'ont jamais été autonomes. Ces pieds-noirs n'ont jamais revendiqué une autonomie par rapport à la France comme les Boers en Afrique du Sud, même si cette intention y était vers la fin de la guerre.

Ce sont là des éléments importants de différence. C'est vrai que d'un autre côté, il y avait pas mal de similitudes entre l'apartheid qui est une politique de ségrégation raciale conduite en Afrique du Sud par la minorité blanche à l'encontre de la majorité noire. Mis en place en 1948 par le Parti national, l'apartheid est fondé sur le développement séparé des populations et fut pratiqué jusqu'en 1991, le système colonial français durant toute sa domination mettait en avant ses fausses bonnes intentions d'assimilation qui étaient en contradiction flagrante avec la réalité des faits vécus par les Algériens. La société coloniale était une société ségrégationniste. Il y a eu à mon avis une séparation de fait qui n'a pas été théorisée comme en Afrique du Sud, car c'est la métropole et les principes égaux — fondateurs — de la Révolution française dont se réclamait la France qui empêchaient les tenants de l'Algérie française de pratiquer une telle théorisation.

Si cela dépendait du lobby colonialiste,

les Français d'Algérie auraient appliqué la politique de séparation raciale bien avant les Afrikaners. Le Code de l'indigénat illustre bien cet état de fait. La lecture du livre d'Olivier Le Cour-Grandmaison *Coloniser. Exterminer* en dit long sur cette question. L'apparition de l'OAS donne clairement la tendance des tenants de l'Algérie française vers cette politique de séparation raciale. L'accession du peuple algérien à l'indépendance a créé un vent de panique, qui a fait fuir des centaines de milliers de pieds-noirs vers la France, encouragés par le climat de terreur instauré par l'OAS. Cependant plus de 300 000 sont restés en Algérie en 1962, leur nombre n'a pas cessé de rétrécir depuis. Il n'y a jamais eu d'études sur le déclin démographique de cette population. Mais tout laisse à penser que les départs suivaient les soubresauts qu'a connus l'Algérie : la crise de l'été 1962, le renversement du président Ben Bella, la politique d'orientation socialiste de Boumediène, la crise sanglante des années 1990.

Ce déclin démographique ne résulte pas d'une politique d'épuration ethnique, ce qui aurait donné a posteriori raison aux racistes et aux nombreux pieds-noirs militants de l'Algérie française. Il faut signaler qu'il existe beaucoup d'autres pieds-noirs qui ne partagent pas la haine anti-Arabe des premiers et croyez-moi, j'en rencontre beaucoup.

Ces personnes vouent à notre pays et aux nôtres des sentiments cordiaux.

**Pour terminer cet entretien, quel serait votre sentiment dominant sur le sujet que vous avez développé dans ce dictionnaire biographique d'Algériens d'origine européenne et juive ?**

En réalisant cette recherche, je sentais que j'accomplissais un devoir de mémoire. Je ne m'attendais pas à l'accueil favorable qui lui a été fait par le public et par ces frères et ces compagnons.

En accomplissant cette tâche, je me suis senti reconforté dans mon espoir en un monde plus fraternel auquel ces hommes et ces femmes ont cru.

**B.T.**  
taouchichetbrahim@gmail.com